

20221011 Mediacités

<https://www.mediacites.fr/complement-denquete/lyon/2022/10/11/pres-de-lyon-90-sans-papiers-coincees-dans-un-centre-durgence-depuis-parfois-sept-ans/>

- [Lyon](#)
- [Complément d'enquête](#)

Près de Lyon, 90 sans-papiers coincés dans un centre « d'urgence » depuis parfois... sept ans

Des femmes seules et des familles originaires d'Afrique ou d'Europe de l'Est attendent depuis des années une hypothétique régularisation sur un terrain vague aux lisières de Rillieux-la-Pape. L'association chargée de les accompagner, dirigée depuis peu par une ancienne adjointe de Gérard Collomb, promet du changement. Sans convaincre.



A proximité de l'A46, près de 90 étrangers sans papiers vivent dans ce camp de mobil-homes. Photo : N.Barriquand/Mediacités.

Une quarantaine de baraquements, collés les uns aux autres. Sur les toits, quelques antennes de télévision et, le long du terre-plein couvert de graviers, du linge qui sèche. Bienvenue au « village mobile », aux lisières de Rillieux-la-Pape où vivent près de 90 étrangers en attente de régularisation. Ses habitants, originaire d'Europe de l'Est (d'Albanie essentiellement) ou d'Afrique subsaharienne, utilisent le mot « bungalows » pour parler de leurs hébergements. Mais leurs mobil-homes cubiques évoquent davantage les cabines d'un chantier qu'un camping au bord de la plage...

L'adjectif même de « mobile » pour désigner ce centre d'hébergement d'urgence (CHU) pourrait prêter à sourire s'il n'était pas question de parcours de vie dramatiques : « On est tous coincés ici depuis au moins quatre ans », soupire cette femme seule, ressortissante d'un pays d'Afrique de l'Ouest où se trouvent ses enfants. La plus ancienne du « village » y est arrivée il y a sept ans. L'urgence ? Une notion toute relative... « La moyenne, c'est un peu plus de deux ans », assure Zorah Aït-Maten, directrice de 2ChosesLune. Pour le compte de la préfecture et pour 17 euros par jour et par personne, cette association nourrit, loge et accompagne dans leurs démarches ces sans-papiers relégués entre la cuisine centrale de la ville de Lyon et une bretelle de l'autoroute 46.



Le centre d'hébergement d'urgence de Rillieux-la-Pape. Photo : N.Barriquand/Mediacités.

Plan grand froid de 2011

En début d'année, Mediacités s'était rendu une première fois au « village mobile » de Rillieux. C'était à l'occasion d'une enquête consacrée à [Alain Sitbon](#), conseiller de nombreux élus ou ex-élus de l'agglomération lyonnaise reconverti dans l'aide sociale. Cet homme, qui avait mis son entregent politique au service de son activité, est à l'origine de ce camp mis sur pied en 2011, dans le cadre du plan grand froid, et implanté au départ sur l'ancien terrain militaire d'Ostérode. Avec sa société Dom'Ici, Alain Sitbon louait ses « bungalows » à 2ChosesLune, émanation de son entreprise dirigée un temps par la socialiste Sandrine Runel, actuelle adjointe aux Affaires sociales du maire de Lyon.

Alors qu'Alain Sitbon s'est depuis retiré des affaires – il a vendu Dom'Ici à Nicolas Calbry, un gérant immobilier, en octobre 2021 -, que deviennent les habitants du « village » ? Le reprenneur a-t-il changé la donne comme il s'y était engagé en début d'année auprès de Mediacités en améliorant la qualité des hébergements ? Premier constat : les mobil-homes défraîchis que nous avons visités ont été remplacés par des neufs au cours du printemps. Leur nombre a aussi augmenté : les familles avec enfants disposent chacune de trois cubes de 15 mètres carrés contre deux auparavant.

Il n'en reste pas moins que les surfaces semblent bien étroites pour les vies entassées ici. Dans son « bungalow », Marina (le prénom a été modifié à sa demande) a empilé une dizaine de valises : « Elles contiennent toute ma vie. » Entre le lit, une armoire sommaire, le coin cuisine encombré et la télévision en sourdine, cette quadragénaire se contorsionne en permanence pour se déplacer dans son intérieur. « J'en ai mal aux genoux », dit-elle. Pour occuper son temps et en attendant qu'un jour la préfecture lui accorde le titre de séjour qui lui permettra de reprendre son métier dans le secteur médico-social, Marina s'investit dans des associations... d'aide aux plus précaires.

« Pour les démarches auprès de la préfecture, nous sommes livrés à nous-mêmes »

« Oui, nos mobil-homes ont été changés, mais notre vie ne s'est pas améliorée. Au contraire ! Les assistantes sociales défilent, aucune ne reste, déplore-t-elle. Elles s'occupent des priorités : scolariser les enfants [*ils sont 45 dans le village*], obtenir la CMU [*la couverture médicale universelle*]. Mais pour les démarches auprès de la préfecture, nous sommes livrés à nous-mêmes. C'est vraiment difficile, nous ne savons plus quoi faire ! »

Interrogé par Mediacidités sur ce sentiment d'abandon partagé, Nicolas Calbry se défend : « Nous avons fait peindre une fresque pour embellir les lieux [voir la photo ci-dessous], l'espace commun a été rafraîchi. On fait aussi de gros efforts sur la maintenance des bungalows, c'est dans notre intérêt. » Puis, il charge la barque de l'association censée aider les sans-papiers : « Pour être honnête, c'est un peu difficile avec 2ChosesLune. Nous ne sommes que prestataire, ce sont eux les gestionnaires du site. Le gros problème à Rillieux, c'est que Monsieur Sitbon a signé un bail où il est clairement précisé que l'association exploitante des lieux est 2ChosesLune. On est pieds et poings liés. »



A l'entrée du « village mobile ». Photo : N.Barriquand/Mediacidités.

Du côté de 2ChosesLune, la donne a également changé. Depuis juin dernier, l'association est dirigée par Zorah Aït-Maten, précédemment adjointe chargée des Affaires sociales de Gérard Collomb à la mairie de Lyon. Elle aussi ne cache pas son envie de se débarrasser de son partenaire Dom'Ici : « Ils sont [trop chers](#), personne n'en veut plus parmi les associations. À Dijon [où 2ChosesLune gère un autre camp], ils nous ont demandé 6 000 euros pour six lits supplémentaires destinés à accueillir des Ukrainiens ! »

Difficultés de recrutement

A Rillieux-la-Pape, Dom'Ici facture 22 000 euros par mois ses mobil-homes « amortis depuis longtemps », grince Zorah Aït-Maten. « Au village mobile, nous avons eu des difficultés de recrutement, reconnaît bien volontiers l'ancienne élue lyonnaise. Avant mon arrivée, et je suis désolée de le dire, l'association avait embauché du personnel non qualifié, des travailleurs sociaux qui ne l'étaient pas. Faute de trouver les profils adéquats, des animateurs sociaux ont été recrutés en espérant que ça marche... Ça n'a pas fonctionné. » Mais la nouvelle directrice se veut rassurante : « Depuis juillet, nous avons à nouveau une assistante sociale qualifiée sur le site. Elle coordonne l'équipe et a l'habitude de ce genre de public. Et un éducateur vient d'arriver. »

De quoi améliorer le quotidien des habitants et leur accès à l'aide sociale ou aux services de la préfecture ? Zorah Aït-Maten tempère : « Pour des personnes sans papiers, l'aide sociale ne concerne que les enfants scolarisés et nécessite des factures et des démarches pour l'obtenir. Certains ont du mal à l'accepter. » Quant aux affres de l'administration, « la plupart des habitants du village sont en situation irrégulière et ont été déboutés du droit d'asile, souligne

la directrice de l'association. C'est absurde de refuser à ces familles, parfaitement intégrées, le droit de travailler. Mais si la préfecture dit non, nous n'avons aucun recours. »

Contactée, la préfecture du Rhône n'a pas souhaité répondre aux questions de Mediacités sur le « village mobile ». Un comble ! Envoyées sur le terrain vague de Rillieux par le centre d'accueil et d'orientation, service administratif créé en 2015 par l'État pour gérer la crise migratoire, ces familles étrangères y sont maintenues des années sans perspective par les services de l'État. « Quand je suis arrivée ici, on m'a dit : “Vous aurez vos papiers d'ici à six mois” », se souvient une habitante. C'était en 2017.

2ChosesLune, unité de recyclage d'anciens élus

Héritage d'Alain Sitbon, 2ChosesLune rassemble un aréopage très politique. Outre la direction de l'association confiée à Zorah Aït-Maten, ex-adjointe de Gérard Collomb à la ville de Lyon et restée fidèle à l'ancien baron lors des élections municipales et métropolitaines de 2020, on croise à son conseil d'administration Arnaud Lacheret, ancien chef de cabinet du député LR Alexandre Vincendet quand celui-ci était maire de Rillieux-la-Pape, ou encore Yvon Deschamps, adjoint PS chargé des finances à la mairie de Lyon lors du premier mandat de Gérard Collomb (2001-2008). Le nouveau président de ce cénacle est aussi issu des rangs socialistes puisqu'il s'agit de Jacques Badet, ancien député de la Loire et ex-maire de Saint-Chamond. Enfin 2ChosesLune a récemment changé de trésorier en recrutant un certain David Kimelfeld. L'ex-président de la Métropole de Lyon, qui a désormais « du temps libre », a rejoint l'association l'an dernier « sur les conseils de Monsieur Sitbon que je connais bien ».

[Blandine Flipo](#) et [Nicolas Barriquand](#)